

PROCÈS-VERBAL

du Comité syndical Séance du 12 avril 2017

Le 12 avril 2017, à 10 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 6 avril 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :	105
Nombre de délégués présents ou représentés :	70 dont 14 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Arnaud GIBERT (Bezons), M. Georges DUTRUC-ROSSET (Buc), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Benoît BLOT (Le Plessis-Robinson), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), M. Daniel GUIRAUD (Métropole du Grand Paris), Mme Catherine PILON (Montreuil), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), M. Yann WEHRLING (Région Ile-de-France), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Jean-Marc BOURJAC (Vitry-sur-Seine).

Grand Paris Seine Ouest : M. Hervé LIEVRE, Mme Aline de MARCILLAC, M. Antoine DUPIN.

Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO.

Grand Paris Grand Est : M. Alain SCHUMACHER

Grand Paris Sud Est Avenir : Mme Khadija OUBOUMOUR.

Paris Ouest la Défense : M. Éric LE LANN

Vallée Sud Grand Paris : M. Philippe RIBATTO, M. Rodéric AARSSE.

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Mathieu TELLIER (Aulnay-sous-Bois), M. Hervé LEUCI (Bobigny), M. Hervé WILLAIME (Cachan), M. Belhassen BLIMI (Champigny-sur-Marne), M. Jean-Pierre BOUSQUET (Enghien-les-Bains), M. Jean-Christian SCHNELL (La Celle-Saint-Cloud), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Ghania LATEB (Le Kremlin-Bicêtre), M. Thibault SIMEONI (Maisons-Alfort), Mme Charline NICOLAS (Pantin), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), M. Dominique LEBRUN (Saint-Cloud), M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucluse), Mme Sylvie SIMON-DECK (Grand Paris Sud Est Avenir), Mme Pascale MEKER (Vallée Sud Grand Paris).

Suppléant sans voix délibératives :

M. Olivier BODO (Châtillon).

Excusés ayant donné pouvoir :

Mme DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à M. Jean-Paul MARTINERIE, M. Frédéric NICOLAS (Dugny) à M. Jean-Luc MILLARD, M. Yves MENEL (Garches) à M. Dominique LEBRUN, M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont) à M. Thibault SIMEONI, M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance) à M. Jean-Paul FAUCONNET, M. Marc TOURELLE (Noisy-le-Roi) à M. Jean-Christian SCHNELL, Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie) à Mme Khadija OUBOUMOUR, M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson) à M. Christophe BOISSIERE, M. Hervé FLEURY (Versailles) à M. Richard DELEPIERRE, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne) à Mme GAILLABAUD, Mme Christine BRUNEAU (Grand Paris Seine Ouest) à M. Thierry Michel ISOARD, M. Jean-Marc SZMARAGD (Grand Paris Seine Ouest) à Mme Aline de MARCILLAC, M. Patrick OLLIER (Métropole du Grand Paris) à M. Daniel GUIRAUD, Mme Monique BOUTEILLE (Paris Ouest la Défense) à M. Patrice PATTÉE.

Etaient excusés : M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), MM. Jean-Marie CLERMONT et Vincent MEZURE (Bougival), M. Jean-Pierre SPILBAUER (Bry-sur-Marne), M. BESNARD (Cachan), M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne), Mme Alvine MOUTONGO-BLACK (Clichy-la-Garenne), M. Hervé HEMONET (Colombes), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud), M. Philippe BRILLAULT (Le Chesnay), Mme Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris), M. Christophe PAQUIS (Les Lilas), M. Christian PAGE (Saclay), M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud), Mme Nathalie BRAR-CHAVEAU (Vélizy-Villacoublay), M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres), M. Gauthier MOUGIN, M. Bernard ROCHE. (Grand Paris Seine Ouest), M. Bruno HELIN (Grand Paris Sud Est Avenir), M. William DELANNOY (Métropole du Grand Paris), M. Alain GUÉTROT (Paris Est Marne et Bois), MM. Bruno TUDER et Laurent VASTEL (Vallée Sud Grand Paris).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice du Syndicat, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, responsable de la coordination administrative et technique, M. Sédik CHEKIR responsable des finances, M. Malik SALEMKOUR chargé de mission juridique et financière.

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 10 mars 2017
- 2 - Compte rendu du bureau syndical du 31 mars 2017
- 3 - Délibérations :
 - Approbation du compte de gestion 2016
 - Approbation du compte administratif 2016
 - Affectation du résultat 2016
 - Approbation du Budget primitif 2017 dont Budget annexe Vélib'
 - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivité(s) au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib'
 - Actualisation du régime indemnitaire : mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)
 - Autorisation donnée à la présidente de signer le Marché Vélib'
- 4 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 10 heures 30 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Rodéric Aarsse est désigné secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 10 mars 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires ou demandes.

Aucune observation n'est formulée.

Le procès-verbal du Comité syndical de la séance 10 mars 2017 est adopté à l'unanimité.

2 - Compte rendu du bureau de la séance du 31 mars 2017

La Présidente rappelle aux membres que le compte rendu du bureau leur a été transmis et elle effectue un point sur cette séance du 31 mars 2017 de la manière suivante : Elle rappelle qu'un audit a été lancé au mois de janvier 2017 sur les comptes de la DSP et que deux réunions ont eu lieu en présence des auditeurs, qui ont présenté les résultats de leurs travaux. Elle explique que l'audit n'est pas un outil de communication mais un outil de travail. Elle ajoute qu'un point sur la commission d'appel d'offres a été fait et que deux personnalités qualifiées extérieures ont été désignées pour exercer les attributions du conseil d'exploitation avec voix délibératives et cite Mmes LAFERRERE et MICHAUD. Elle s'enquiert d'éventuelles interventions.

Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes) intervient sur le démontage des stations Vélib' en-dehors de Paris.

La Présidente propose d'aborder ce sujet ultérieurement et s'enquiert d'éventuels commentaires ou demandes.

Aucune observation n'est formulée.

Le compte rendu du Bureau de la séance du 31 mars 2017 est adopté à l'unanimité.

3 - Délibérations :

3-1 Approbation du compte de gestion 2016 (2017 25)

La Présidente rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif.

La présidente, après s'être assurée que d'une part, le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui des titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et que d'autre part, il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures, certifie que le présent compte de gestion concorde avec le compte administratif d'Autolib' Métropole.

La présidente déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2016 par le comptable, visé et certifié n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

En conséquence, la présidente d'Autolib' et Vélib' Métropole invite le Comité syndical à approuver le compte de gestion du comptable public de l'exercice 2016 statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

M. Jean-Paul MARTINERI (Châtenay-Malabry) s'avoue inquiet de l'évolution des chiffres du fonctionnement d'Autolib' et indique qu'il s'abstiendra ainsi que le Département des Hauts-de-Seine dont il détient le pouvoir, sur l'ensemble des 3 délibérations.

Abstention : 7 Châtenay-Malabry, Département des Hauts-de-Seine (pouvoir donné à Châtenay-Malabry), Antony, Ivry, le Plessis-robinson, Montrouge, Châtillon.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, STATUE sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 du compte de gestion joint en annexe ; **DECLARE** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2016 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ; **ADOpte** le compte de gestion de l'exercice 2016 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

3-2 Approbation du compte administratif 2016 (2017 26)

La Présidente se retire de la salle pour laisser la présidence à M. Thierry Michel ISOARD.

Le Président donne la parole à M. Salemkour pour commenter le Powerpoint diffusé sur écran.

M. SALEMKOUR (chargé de mission juridique et financière) explique que pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, les écritures dégagent en synthèse les résultats suivants :

Section Fonctionnement en euros :

* Recettes : 7 759 562,64 euros

* Dépenses : 7 316 601,28 euros

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2016 : + 442 961,36 euros

Soit un résultat cumulé de fonctionnement de 5 102 567,15 euros, dont 4 659 605,79 euros de report d'excédent de l'exercice 2015 et 442 961,36 euros d'excédent de l'exercice 2016.

Section Investissement en euros :

* Recettes : 7 364 286,95 euros

* Dépenses : 11 005 117,25 euros

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2016 : - 3 640 830,30 euros

Soit un résultat cumulé d'investissement de 2 914 657,36 euros, dont 6 555 487,66 euros de report d'excédent de l'exercice 2015 et 3 640 830,30 euros de déficit de l'exercice 2016.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2016 : + 8 017 224,51 euros

Le Président le remercie et s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Jean-Paul MARTINERI (Châtenay-Malabry) ne comprend pas l'utilité de voter le compte administratif si tôt, en l'absence de réception de toutes les factures de l'exercice, devant être ainsi en report sur 2017, et annonce qu'il s'abstiendra.

Le Président explique que les écarts dans la réception des dernières factures sont courants dans toutes les sociétés et qu'il y a parfois des transferts d'une année sur l'autre, que cela fait partie de la gestion courante et qu'il n'y a pas d'anomalie ou de crainte particulière.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) ajoute que le vote du compte administratif permet le vote de la délibération suivante concernant l'affectation du résultat 2016, cet excédent 2016 étant nécessaire pour l'équilibre du budget primitif 2017.

Le Président, en l'absence d'autres questions soumet cette délibération au vote.

Abstention : 7 Châtenay-Malabry, Département des Hauts-de-Seine (pouvoir donné à Châtenay-Malabry), Antony, Ivry, le Plessis-robinson, Montrouge, Châtillon.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DONNE ACTE des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2016 présentées dans le compte administratif joint en annexe ; **APPROUVE** le compte administratif de l'exercice 2016 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

3-3 Affectation du résultat 2016 (2017 27)

La Présidente donne ensuite la parole à M. Salemkour pour commenter le Powerpoint diffusé sur écran.

M. SALEMKOUR (chargé de mission juridique et financière) explique que le compte administratif 2016 d'Autolib' Métropole fait apparaître pour la section de Fonctionnement et la section d'Investissement les résultats suivants :

Section de Fonctionnement en euros :

Recettes : 7 759 562,64 euros

Dépenses : 7 316 601,28 euros

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2016 : + 442 961,36 euros

Soit un report global d'excédent de fonctionnement de 5 102 567,15 euros, dont 4 659 605,79 euros de report d'excédent de l'exercice 2015 et 442 961,36 euros d'excédent de l'exercice 2016.

Section d'Investissement en euros :

Recettes : 7 364 286,95 euros

Dépenses : 11 005 117,25 euros

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2016 : - 3 640 830,30 euros

Soit un report global d'excédent d'investissement de 2 914 657,36 euros dont 6 555 487,66 euros de report d'excédent de l'exercice 2015 et 3 640 830,30 euros de déficit de l'exercice 2016.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2016 : + 8 017 224,51 euros

Il est proposé au Comité Syndical d'affecter ces résultats comme suit :

Au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté (recettes de fonctionnement) :
5 102 567,15 euros.

Au compte 001 : solde d'exécution de la section d'investissement (recettes d'investissement) : 2 914 657,36 euros.

La Présidente, en l'absence d'autres questions, soumet cette délibération au vote.

Abstention : 7 Châtenay-Malabry, Département des Hauts-de-Seine (pouvoir donné à Châtenay-Malabry), Antony, Ivry, le Plessis-robinson, Montrouge, Châtillon.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE D'AFPECTER l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2016 de 5 102 567,15 euros au budget primitif de l'exercice 2017, en totalité à la section de fonctionnement-recettes (compte 002 solde d'excédent reporté) ; **D'AFPECTER** l'excédent d'investissement de l'exercice 2016 de 2 914 657,36 euros au budget primitif de l'exercice 2017, en totalité à la section d'investissement-recettes (compte 001 solde d'excédent reporté).

3-4 Approbation du Budget primitif 2017 dont Budget annexe Vélib' (2017 28)

La Présidente donne ensuite la parole à M. Salemkour pour commenter le Powerpoint diffusé sur écran.

M. SALEMKOUR (chargé de mission juridique et financière) explique que le budget primitif prévoit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole pour l'année 2017. Ce budget 2017 est le huitième budget sur un exercice complet. Il est, pour la première fois, composé d'un budget principal (socle commun Autolib') et d'un budget annexe sous forme de régie autonome (Régie Vélib') avec chacun des recettes et des dépenses en section de fonctionnement et en section d'investissement.

BUDGET PRINCIPAL (socle commun Autolib')

Le budget principal est essentiellement composé de flux financiers transitant par le syndicat, à savoir les redevances d'occupation des stations, perçues auprès de la Société Autolib' et reversées aux collectivités, et des subventions d'investissement pour la réalisation des stations, perçues auprès des collectivités et reversées à la Société Autolib'.

Recettes de fonctionnement (13 335 820 €)

o **Recettes réelles de fonctionnement (5 421 127 €) :**

Perception auprès de la Société Autolib' des redevances d'occupation des stations

4 140 903 € (76,38 % des recettes réelles)

La Société Autolib' verse à Autolib' Métropole une redevance au titre de l'occupation du domaine public par les stations Autolib'.

La majeure partie est reversée aux collectivités pour les stations qu'elles ont financées, le reste est conservé par le syndicat pour les stations qu'il a financées grâce à l'emprunt et à la subvention régionale.

Perception auprès des collectivités des annuités d'emprunt

547 224 € (10,09 % des recettes réelles)

Certaines collectivités ont fait le choix d'étaler le financement de leurs stations, par le biais d'un emprunt contracté par le syndicat mixte en 2011. Elles lui remboursent donc annuellement les annuités correspondant à cet emprunt. Celles-ci sont en diminution d'année en année conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif).

Cotisations d'adhésion des nouvelles collectivités 22 000 € (0,41 % des recettes réelles)

Tous les nouveaux adhérents à Autolib' Métropole versent une cotisation d'adhésion, proportionnelle au nombre de stations à installer sur leur territoire. Cette cotisation est révisée annuellement et il est proposé de la passer à 2 750 € par station (vs 2 500 € en 2016).

Pour 2017, il est envisagé l'adhésion de nouvelles collectivités pour un total de 8 stations.

Pour mémoire, la contribution obligatoire des collectivités au fonctionnement du syndicat pour le socle commun Autolib' telles que prévue à l'article 14 des statuts du Syndicat demeure fixée à 0 euro, le syndicat assurant la couverture de ses dépenses sur des ressources propres (redevance de contrôle, redevance d'occupation du domaine public pour les stations réalisées par le Syndicat avec la subvention de la Région Ile de France).

Frais de contrôle du délégataire 320 000 € (5,90 % des recettes réelles)

La délégation de service public Autolib' prévoit le versement par la Société Autolib' de frais de contrôle, correspondant aux frais engagés par Autolib' Métropole pour le contrôle de la bonne exécution du contrat. Ceux-ci sont indexés sur l'augmentation des tarifs d'Autolib' et sont donc en hausse par rapport à 2016, les tarifs ayant augmenté en février 2017.

Compensation des mesures commerciales liées aux pics de pollution

30 000 € (0,55 % des recettes réelles)

La Ville de Paris a proposé à Autolib' Métropole d'offrir 1 heure de location aux abonnés Autolib', lors de la survenance de pics de pollution. Le manque à gagner pour la Société Autolib' est compensé par la Ville de Paris à l'euro près, et transite par les comptes du syndicat mixte.

Mise à disposition de personnel et des locaux facturés au budget annexe de la Régie Vélib'

246 000 € (4,54 % des recettes réelles) qui comprennent

- 175 000 € de quote-part de charges de personnel refacturés au budget annexe correspondant à la masse salariale de 50 % de la directrice, de la responsable ressources humaines et vie institutionnelle, du responsable juridique et financier et de 25 % à 20 % de 3 cadres et agents administratif, comptable et technique dans l'attente et en transition des personnels dédiés à recruter.
- 66 000 € de remboursement de quote-part du loyer pour les locaux supplémentaires pour les agents dédiés au service Vélib' et de 5000 € consommables.

Convention de coopération avec le Syndicat d'Études Vélib' Métropole

25 000 € (0,46 % des recettes réelles)

Recettes de gestion courante 90 000 € (1,66 % des recettes réelles)

- 80 000 € dans le cadre de l'application des indicateurs de performance prévus au contrat de DSP permettant de calculer les Bonus/Malus éventuels qui peuvent entraîner le versement d'une pénalité par la Société Autolib' au syndicat mixte.
- 10 000 € d'études sur la mobilité que le Syndicat pourrait porter à partir de son expertise pour le compte de collectivités ou acteurs intéressés.

○ **Recettes d'ordre (2 812 126 €) :**

Elles correspondent transfert au compte de résultat des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

○ **Report du résultat 2016 (5 102 567 €)**

○ **Dépenses réelles de fonctionnement (4 672 926 €) :**

Versement aux collectivités des redevances d'occupation des stations

2 936 965 € (62,85 % des dépenses réelles)

Autolib' Métropole reverse aux collectivités membres, pour les stations qu'elles ont financées, la redevance d'occupation des stations perçue auprès du délégataire (750 €/place/an). Le montant prévu pour 2017 est en augmentation de 15,63 % par rapport à 2016. Cela s'explique par le nombre supplémentaire de stations construites en 2016, qui ont généré des redevances, celles-ci étant reversées l'année n+1 aux collectivités conformément aux conventions de déploiement.

Remboursement des intérêts de l'emprunt

451 341 € (9,66 % des dépenses réelles)

Le Syndicat rembourse chaque année l'emprunt de 18 M€ contracté en 2011, ayant servi à densifier le maillage de stations. Les intérêts pour 2017 s'élèvent à 451 341 €, en baisse par rapport à 2016 conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif). Le remboursement du capital en annuité fixe, de 1,8 M€ est porté en section d'investissement.

Compensation des mesures commerciales liées aux pics de pollution

30 000 € (0,64 % des dépenses réelles)

La Ville de Paris a proposé à Autolib' Métropole d'offrir 1 heure de location aux abonnés Autolib', lors de la survenance de pics de pollution. Le manque à gagner pour la Société Autolib' est compensé par la Ville de Paris à l'euro près, et transite par les comptes du syndicat mixte. La présente dépense est donc intégralement compensée par une recette équivalente.

Charges de personnel

665 000 € (14,23 % des dépenses réelles)

Les effectifs permanents et non permanents seront globalement constants en 2017, les nouveaux postes pour le service Vélib' étant prévus et budgétés sur la Régie Vélib'. Les charges de personnel inscrites au budget progressent par rapport au BP 2016 et sont quasi équivalentes aux dépenses constatées sur ce poste au CA 2016. Cela s'explique par l'application de la convention de coopération avec le Syndicat d'Études Vélib' Métropole qui implique un travail supplémentaire, dont le coût est remboursé par le Syndicat d'Études (35 700 € en 2016 et 25 000€ estimés en 2017).

Il est également pris en compte les évolutions statutaires c'est-à-dire, les changements d'échelons ou de grades, les reclassements et l'augmentation du point d'indice.

Charges de gestion courante

400 500 € (8,57 % des dépenses réelles)

Ce poste regroupe toutes les autres charges de gestion courante (hors loyer) : études, honoraires, maintenance, rapport d'activité, indemnités des élus, fonctionnement courant, etc.

Loyer

189 120 € (4,05 % des dépenses réelles), dont 66 000 € qui seront refacturés à la Régie Vélib'.

L'accueil du personnel dédié au service Vélib' à recruter conduit à louer des surfaces de locaux supplémentaires dont la quote-part est refacturée et pris en charge par le budget annexe de la Régie.

- **Dépenses d'ordre (3 258 438 €) :**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), du matériel et du mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

- **Virement à la section d'investissement (5 404 456 €) :**

Avec la reprise du résultat 2016 reporté, la section de fonctionnement présente un excédent de 5 404 456 € en hausse de près de 500 000€ par rapport à celui constaté au CA 2016, ce qui témoigne notamment des efforts de gestion du syndicat pour maîtriser ses dépenses. Cet excédent fait l'objet d'un virement à la section d'investissement.

- **Recettes réelles d'investissement (1 506 550 €) :**

Les recettes d'investissement sont composées essentiellement des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction de 25 stations supplémentaires prévues en 2017 (1,5 M€ soit 99 % des recettes réelles), auxquelles s'ajoutent la recette FCTVA.

- **Recettes d'ordre (3 258 438 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), du matériel et du mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

- **Produits des cessions d'immobilisation (900 €)**

- **Report du résultat 2016 (2 914 657 €)**

- **Virement depuis la section de fonctionnement (5 404 456 €)**

- **Dépenses réelles d'investissement (6 414 000 €) :**

Les dépenses d'investissement concernent principalement les subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations livrées et facturées (4,6 M€ soit 71,72 % des dépenses réelles, dont 3,1 M€ de restes à réaliser 2016).

Les autres dépenses relèvent du remboursement du capital de l'emprunt pour un montant de (1,8 M€ soit 28,06 % des dépenses réelles).

D'autres dépenses d'investissement sont également inscrites au budget en vue d'acquisitions de nouveaux matériels, logiciels et cautions, pour un montant prévisionnel de 14 000 euros (< 1 % des dépenses réelles).

Les dépenses réelles sont supérieures aux recettes réelles : cela s'explique par le fait que les subventions des stations réalisées en fin d'année 2016 ont été perçues fin 2016 auprès des collectivités, mais n'ont pas encore été versées à la Société Autolib' et font donc l'objet d'une inscription au budget 2017.

- **Dépenses d'ordre (2 812 126 €) :**

Ces dépenses d'ordre sont le pendant des recettes d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

Bilan

La section de fonctionnement est excédentaire grâce au report du résultat de fonctionnement 2016, et fait l'objet d'un virement à la section d'investissement qui la rend donc équilibrée.

La section d'investissement est quant à elle en suréquilibre, comme lors des budgets précédents, grâce à l'action cumulée du report 2016 et du virement depuis la section de fonctionnement.

Ce suréquilibre va peu à peu diminuer, comme constaté dans le cadre des orientations budgétaires, pour couvrir au fur et à mesure des années suivantes les charges relatives à la réalisation des stations et à leur amortissement.

BUDGET ANNEXE de la Régie Autonome Vélib'

Ce budget annexe prévoit et autorise les recettes et les dépenses de la régie autonome Vélib'. Ce budget annexe 2017 est un premier budget sur un exercice non complet, ayant été créé par délibération du comité du 10 mars 2017. Il recouvre les recettes et les dépenses des sections de fonctionnement et d'investissement prévues d'ici la fin de l'année 2017.

En recettes, pour ce premier exercice, il est composé uniquement d'une participation de la ville de Paris. La contribution obligatoire des collectivités adhérentes à l'option Vélib' pour l'équilibre du budget ne sera appelée qu'à compter de 2018, avec la mise en place du service Vélib'.

o **Recettes réelles de fonctionnement (2 370 000 €) :**

Ce montant correspond :

- D'une part à une avance de la Ville de Paris pour la couverture des dépenses 2017 du Syndicat pour le service Vélib' liées à l'avance demandée par le titulaire du marché Vélib' sur le montant du forfait de 1050 stations, aux charges prévisionnelles de personnel dédié au service Vélib' et la refacturation des dépenses mutualisées. Cette avance sera remboursée au plus tard au 31/12/2019.
- D'autre part, à une subvention de la Ville de Paris de 150 000 € pour couvrir l'indemnité prévue par le règlement de consultation du dialogue compétitif au candidat non retenu ayant déposé une offre complète ; la Ville de Paris ayant décidé d'assumer l'ensemble des coûts de la procédure du marché.

La contribution obligatoire des collectivités adhérentes à l'option Vélib' telle que prévue à l'article 14 des statuts du Syndicat est fixée en 2017 à 0 euro.

Participation de la Ville de Paris : 2 370 000 € (100 % des recettes réelles)

o **Dépenses réelles de fonctionnement (2 305 000 €) :**

Avance demandée par le titulaire du marché Vélib' égale à 5 % du montant annuel Hors taxe du forfait pour 1050 stations : 1 594 000 € (69,15 % des dépenses réelles)

Charges de personnel dédié au service Vélib' : 250 000 € (10,85 % des dépenses réelles)

Ce montant correspond aux dépenses salariales prévisionnelles pour 10 postes dédiés au service Vélib' à recruter d'ici la fin de l'année 2017 afin de préparer sa mise en place au 1er janvier 2018.

Charges de gestion courante : 461 000 € (20 % des dépenses réelles)

Elles comprennent l'indemnité de 150 000 € prévue par le règlement de consultation du dialogue compétitif au candidat non retenu ayant déposé une offre complète.

Ce poste intègre également le personnel mutualisé qui fera l'objet d'une refacturation au Budget annexe à hauteur de 175 000€ correspondant à la masse salariale de 50 % de la directrice, de la responsable ressources humaines et vie institutionnelle, du responsable juridique et financier et de 25 % à 20 % de 3 cadres et agents administratif, comptable et technique dans l'attente et en transition des personnels dédiés à recruter.

Ce poste regroupe enfin toutes les autres charges de gestion courante : études, honoraires, fonctionnement courant, ainsi que la refacturation de charges à hauteur de 71 000 € (loyer sur les surfaces supplémentaires, consommables).

- **Virement à la section d'investissement (65 000 €)**

- **Recettes réelles d'investissement (65 000 €) :**

Les recettes d'investissement sont composées essentiellement du virement de la section d'investissement.

- **Dépenses réelles d'investissement (65 000 €) :**

Les dépenses d'investissement concernent des travaux d'agencement des bureaux et l'acquisition de nouveaux matériels informatiques, téléphoniques et bureautiques, pour un montant prévisionnel de 65 000 euros.

Bilan

La section de fonctionnement est équilibrée.

La section d'investissement est équilibrée.

Il convient de préciser que le Budget annexe bénéficiera en 2017 de la dotation initiale votée à la création de la Régie Vélib', sous forme d'une avance de trésorerie non budgétaire provenant du budget principal du Syndicat, pour un montant de 500 000 euros qui sera remboursé dans les 12 mois après son versement.

La Présidente rappelle qu'il s'agit du budget du Syndicat et non du budget d'exploitation. Elle s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Jean-Paul MARTINERIE (Châtenay-Malabry) signale à nouveau son inquiétude sur l'avenir des finances et l'impact sur les collectivités suite au déficit annoncé. Il indique qu'il votera contre ce budget.

La Présidente rappelle qu'il s'agit du budget du Syndicat et non de la DSP.

M. Jean-Paul MARTINERIE (Châtenay-Malabry) répond que le résultat de la DSP a des conséquences sur le budget du Syndicat.

La Présidente lui répond que ce n'est pas le cas dans le projet présenté et lui précise que le budget du Syndicat concerne les charges et recettes de fonctionnement du Syndicat.

M. Benoît BLOT (Le Plessis-Robinson) exprime lui aussi son inquiétude. Il pense que le vote du budget nécessite un sentiment de confiance quant à la politique menée.

La Présidente entend son inquiétude mais estime que sa dernière phrase est préoccupante. Elle ajoute qu'une chose est d'être inquiet et une autre est de ne pas avoir confiance.

M. Arnaud GIBERT (Bezons) indique qu'il est inquiet comme beaucoup mais qu'il a confiance et il précise que l'audit se fait sur les comptes de la DSP et non sur le budget du Syndicat. IL constate que les recettes de personnels ont augmenté avec, dit-il, les recrutements pour Vélib', alors que les dépenses de personnels sont stables. Il souhaite avoir un éclaircissement au regard de l'écart entre ces deux données.

M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière) explique que la raison est la mutualisation entre Autolib' et Vélib'.

M. Arnaud GIBERT (Bezons) dit avoir compris que des postes étaient créés.

M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière) précise que la masse salariale du budget est pour les postes existants dont une part est mutualisée sur le budget partie Autolib' tronc commun et les nouveaux postes créés sur le budget annexe de la régie Vélib'. Pour les postes « Autolib' tronc commun » qui font l'objet d'une mutualisation, une recette est prévue venant du budget annexe Vélib'. Les dix postes Vélib' créés représentent une dépense supplémentaire dans le budget annexe Vélib' de 250 000€.

La Présidente rappelle l'avantage financier de la mutualisation. Les postes strictement Vélib' font partie du budget annexe et sur le socle commun il y a une mutualisation.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib' Vélib') précise qu'il faut distinguer les charges de personnels d'Autolib' (socle commun), du budget annexe Vélib'. Elle explique que certains postes du Syndicat sont mutualisés entre Autolib' et Vélib' (direction, RH, finances...), et de ce fait, les charges de ce personnel mutualisé feront l'objet d'une refacturation au Budget annexe Vélib' qui viendra ensuite en recettes sur le budget Autolib' (socle commun).

M. Patrice PATTÉE (Sceaux) insiste sur la nécessité de confiance à l'égard du Syndicat et de l'équipe qui le gouverne. Aujourd'hui, dit-il, l'enjeu est de faire fonctionner le Syndicat.

La Présidente remercie M. Pattée.

M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand) réitère la confiance de Noisy-le-Grand envers le Syndicat. Il revient sur les recettes de fonctionnement en indiquant que la société Autolib' souhaite fermer des stations. Il s'enquiert de l'impact des fermetures éventuelles des stations sur le budget et souhaite savoir si cela a été pris en compte.

M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucluse) demande si l'audit est toujours en cours ou s'il est terminé.

La Présidente répond que l'audit est en cours de finalisation. Une fois finalisé, dit-elle, nous avons souhaité échanger avec l'équipe de la société Autolib' sur certains points et on se dirige vers des chiffres partagés. Mais cela ne préjuge pas de l'imputabilité de ces chiffres.

M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucluse) comprend que Ernst & Young a rendu un document qui est en cours d'examen par la société Autolib' qui veut présenter ses observations sur certains chiffres.

La Présidente confirme que le cabinet Ernst & Young a remis un document. Nous avons ensuite, dit-elle, échangé avec les équipes de la société Autolib' sur ce document mais nous n'avons pas voulu que ce document circule.

M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière) déclare qu'il n'est pas prévu d'impact budgétaire lié à d'éventuelles fermetures des stations.

M. Antoine DUPIN (Meudon) demande comment et quand l'audit sera présenté en Comité syndical.

La Présidente rappelle que l'audit n'est pas un objet de communication mais un objet de travail et de négociation. Elle indique que son objectif est d'aboutir à la non contribution des collectivités. Elle ne peut pas dire à ce jour quand il pourra leur être présenté.

Un délégué comprend que si l'information n'est pas partagée avec les membres des communes, cela n'aura pas de conséquence sur les communes.

La Présidente rappelle que plusieurs collègues ont été mandatés par les communes pour les représenter et sont présents aux Comités de suivi. Elle ajoute que les obligations des collectivités relèvent du contrat de DSP et non de l'audit.

M. Christophe BERNIER (Gennevilliers) réitère sa confiance envers le Syndicat et son fonctionnement. Il rappelle qu'il est membre du bureau et du Comité de suivi. Il indique aux membres qu'au niveau du personnel du Syndicat, puisque, dit-il, aujourd'hui nous votons le budget, que fasse à la montée en charge de travail avec entre autre Vélib', le soutien du personnel auprès des élus et au niveau de tous les comités est important. Il ajoute, que son manque de confiance ne porte en rien sur le fonctionnement du Syndicat mais sur le délégataire. Il indique qu'en Comité de suivi, le délégataire apporte des éléments importants sur la DSP et sur son équilibre. Par contre, dit-il, la manière dont il a géré l'augmentation très importante du déficit qu'il a annoncé au Syndicat et sur l'information et sur la qualité de l'information qu'il a apportée aux élus et au Syndicat, font que le délégataire n'a pas forcément été bon et raccord avec ce que l'on attend d'un délégataire.

M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) assure que le Syndicat fonctionne en collégialité, en transparence et en confiance. Le Bureau collégial, dit-il, est représentatif de la diversité des institutions, des territoires et des sensibilités politiques. Il rappelle l'importance du rapport de force qu'il faut avoir face au délégataire.

M. Jean-Luc MILLARD (Drancy) confirme la solidarité, la transparence et le travail en commun des membres du Bureau. Il termine en indiquant qu'il faut établir un vrai rapport de force avec le délégataire afin de pouvoir obtenir des résultats.

Un délégué demande si le document de l'audit peut réellement demeurer confidentiel.

La Présidente répond qu'aucun représentant aussi bien du côté du Syndicat que de la société Autolib' ne possède le document.

Mme Perrine PRECETTI (Antony) rappelle les besoins des citoyens et regrette les retards de 9 mois de remise en fonctionnement de certaines stations fermées.

La Présidente rappelle les exigences de la société Autolib' envers le Syndicat qui est concomitante à la fermeture des stations qu'il a jugé économiquement non rentables. Elle reconnaît que ce retard ne peut pas durer plus de quelques mois.

M. Jackie BOULAY (Châtillon) estime que le budget du Syndicat ne peut pas être distingué des résultats de la DSP. Selon lui, il relève de la responsabilité du Syndicat de communiquer les pièces de l'audit aux communes à la fin de la négociation.

La Présidente distingue le budget du Syndicat de la DSP. Les budgets sont indépendants et n'ont pas en l'état d'incidence l'un sur l'autre. Elle rappelle que la position de la société Autolib' sur Autolib' a toujours été positive et optimiste. Elle évoque le décrochage du déficit que début 2016.

La Présidente, en l'absence d'autres questions, soumet cette délibération au vote.

Contre : 4 (*Châtenay-Malabry ; Département des Hauts-de-Seine (pouvoir donné à Châtenay-Malabry) ; Châtillon ; Le Plessis-Robinson*)

Abstention : 3 (*Buc ; Montrouge ; Antony*)

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le budget primitif du budget principal du Syndicat pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2017 arrêté comme suit :

Fonctionnement : Dépenses : 13 335 820,49 euros ; Recettes : 13 335 820,49 euros

Investissement : Dépenses : 9 226 126,34 euros ; Recettes : 13 085 002,13 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

APPROUVE le budget primitif du budget annexe de la Régie Vélib' pour l'exercice 2017 arrêté comme suit :

Fonctionnement : Dépenses : 2 370 000,00 euros ; Recettes : 2 370 000,00 euros

Investissement : Dépenses : 65 000,00 euros ; Recettes : 65 000,00 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget ; **DÉCIDE** que la cotisation d'adhésion au Syndicat mixte pour les nouveaux membres telle que prévue à l'article 8-1 des statuts est fixée à 2 750 euros par station Autolib' ou équivalent-station Autolib' à compter du 12 avril 2017 ; que la contribution obligatoire pour le socle commun en 2017 telle que définie à l'article 14 des statuts est à 0 € ; que la contribution obligatoire pour les membres qui adhèrent à la compétence « Vélib' » en 2017 est à 0 € ; **DÉCIDE** que l'avance de trésorerie remboursable sera remboursée au plus tard un an après la date de versement.

3-5 Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivité au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib' (2017 29)

La Présidente indique que la Commune de Joinville-le-Pont souhaite adhérer à l'option Vélib' et soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la Ville de Joinville-le-Pont au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **APPROUVE** l'adhésion de la Ville de Joinville-le-Pont à l'option Vélib'.

3-6 Actualisation du régime indemnitaire : mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) (2017 30)

La Présidente donne la parole à Mme Haché.

Mme HACHÉ (Directrice du Syndicat) explique que la réflexion menée par le Syndicat pour sa mise en place a été axée sur les cadres d'emplois relevant de la filière administrative éligibles au dispositif. Cette refonte s'opère à budget constant et l'ensemble des grades de ces cadres d'emplois sont à prendre en compte.

La mise en œuvre du RIFSEEP vise à garantir la reconnaissance pour ces agents de la place et du niveau des responsabilités exercées dans l'organigramme, des spécificités et sujétions afférentes à certains postes et de l'expérience professionnelle acquise par la pratique. Chaque cadre d'emplois bénéficiera du nouveau régime indemnitaire au fur et à mesure de la parution des arrêtés ministériels des corps de référence à l'Etat.

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

* une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.), fixée selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions et tenant compte de l'expérience professionnelle,

* un complément indemnitaire annuel (C.I.A.), facultatif, versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir.

Chaque part du RIFSEEP (IFSE et CIA) correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés dans la présente délibération et applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Ces montants plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque agent est classé dans le groupe de fonctions correspondant à son emploi.

La Présidente, en l'absence de remarques, soumet la délibération voix.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DÉCIDE** d'instaurer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) comprenant l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.), et le complément indemnitaire (C.I.A.), aux agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public relevant des cadres d'emplois susvisés et dans les conditions susmentionnées ; **AUTORISE** la Présidente à fixer, dans ce cadre, par arrêté individuel, le montant attribué à chaque agent au titre de l'I.F.S.E. et du C.I.A ; **DIT** que la délibération antérieure, susvisée, est modifiée en ce qui concerne les primes et indemnités visées dans la présente délibération, les autres dispositions demeurant inchangées ; **DIT** que les dispositions de la présente délibération prennent effet au 1er janvier 2017 ; **DIT** que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

3-7 Autorisation donnée à la présidente de signer le Marché Vélib' (2017 31)

La Présidente revient sur la nature du marché Vélib', dont l'exploitation prend fin au 31 décembre 2017. Elle rappelle les différentes étapes qui ont amené à ce nouveau marché Vélib', la création du Syndicat d'Études pour lancer le dialogue compétitif, la modification des statuts du Syndicat Autolib' ajoutant à son objet la compétence de location de vélos en libre-service ainsi que son changement de dénomination en Syndicat Autolib'et Vélib' Métropole pour devenir le Syndicat de gestion et enfin la séance de la CAO qui s'est réunie le 21 mars dernier et qui a attribué le marché à Smoovengo, composé des sociétés suivantes : Smoove, Marfina, Indigo Infra et Mobivia Groupe.

La Présidente évoque ensuite la question sociale. Elle reconnaît l'inquiétude légitime des salariés actuels de la filiale Cyclocity du groupe Decaux sur leur avenir professionnel. Elle met en avant plusieurs arguments :

- Le marché ne pouvait pas inclure une clause à ce sujet. En effet, la liberté d'accès à la commande publique ne permet pas d'aller au-delà de ce que prévoit le Code du travail ;
- Le Syndicat Autolib' et Vélib' n'est pas inclus dans le même marché. Jusqu'ici, c'était la Ville de Paris ;
- Le mode de financement n'est plus le même ;
- Le contrat de travail des salariés de Decaux ne prend pas fin car ils sont employés de Cyclocity ;
- Le candidat pressenti, *via* un communiqué du 4 avril 2017, a proposé de recruter les salariés de Cyclocity.

Elle évoque ensuite le référé précontractuel reçu du groupe Decaux. Tant que ce référé ne sera pas achevé, il suspend la signature du marché, et donc, parallèlement, la mise en place des stations.

Elle laisse ensuite la parole à Mme Véronique Haché pour présenter le marché.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib' Vélib') présente, à l'aide d'une projection sur écran, le nouveau marché Vélib'. Elle passe en revue les différentes étapes du dialogue compétitif et les critères d'études des offres des candidats. La commission d'appel d'offres du 21 mars 2017 a placé Smoovengo au premier rang. Composé de quatre entreprises, Smoovengo compte 40 000 salariés et un chiffre d'affaires de 4 milliards d'euros avec toutes ses entreprises.

Elle rappelle que :

- Le forfait, d'un peu moins de 500 millions d'euros, sur la durée du marché de quinze ans, concerne 1050 stations ;
- Le prix au bordereau de commandes est de 240 millions d'euros.

Elle détaille ensuite le service :

- 30% de VAE ;
- L'*overflow* (la possibilité de garer un vélo même en cas de station pleine) ;
- La communication relative aux chantiers des stations ;
- La création de compte avec code personnel ;
- L'utilisation du Pass Navigo avec la Smooth Box présente sur le guidon ;
- Le stationnement grâce à un câble dans le guidon ;
- La géolocalisation du vélo ;
- Toutes les stations électrifiées et certaines autonomes en énergie ;
- Le poids du vélo de 20,6 kg ;
- La vitesse maximale de 25 km/h ;
- Des stations qui peuvent être installées pour des événements ponctuels ;
- Certaines stations éphémères avec des totems solaires.

Elle liste ensuite les étapes qui vont suivre :

- D'ici fin juillet, le Syndicat va travailler avec les communes sur le design des stations, le système technique et le parcours client ;
- Une grande phase de déploiement sur le terrain suivra, avec le démontage des anciennes stations, l'installation des nouvelles stations, et la livraison des vélos ;
- L'ouverture du service se fera en janvier 2018.

M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière) déclare que le reste à charge pour les collectivités (hors Paris) à partir de 2018 se situera entre 8000€ et 10 000€ par station et par an, toutes contributions comprises y compris la subvention de la MGP de 10 000€. Le Syndicat espère encore arriver à une contribution moindre d'ici 2020. En face de la charge financière annuelle du forfait pour 1050 stations d'environ 40 M€ par an, il met en avant les différents leviers qui peuvent peser sur ce reste à charge sur les 3 ans qui viennent:

- Le nombre de stations complémentaires commandées (plus le nombre de stations est grand, plus les frais sont divisés et la contribution d'exploitation de chaque collectivité serait moindre) ;
- Les recettes des usagers avec une année de transition en 2018 qui dépendra aussi du nombre de stations ouvertes et des tarifs mis en place
- Le remboursement de l'avance en 2017 faite par la Ville de Paris pour le fonctionnement de l'option Vélib' qui pèsera sur la partie contribution au fonctionnement du Syndicat.

La Présidente souhaiterait que le calendrier d'adhésion soit précisé.

M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière) précise que pour toutes les stations commandées au 30 juin 2017 (seront au prix du forfait), le candidat pressenti s'engage contractuellement à réaliser la moitié des stations au 1^{er} janvier 2018, et la seconde moitié en mars 2018.

Il ajoute que pour la continuité du service, il est conseillé aux villes qui avaient des stations de délibérer avant pour adhérer et ainsi pour pouvoir passer commande au 30 juin 2017. Pour les collectivités qui délibéreront et commanderont après cette date, la livraison des stations sera décalée dans le temps sans obligation pour le titulaire de les livrer au 1^{er} janvier 2018.

La Présidente propose de prendre toutes les questions et de répondre ensuite.

M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand) s'interroge sur l'option de périmètre. Il demande si toutes les villes de la petite couronne qui souhaitent avoir Vélib' pourront intégrer le Syndicat, et ce qu'est la zone « pertinente ».

Un délégué demande si le prix de la station annoncé (8 000 à 10 000 euros) comprend la contribution des communes qu'elles devront verser au frais de fonctionnement du Syndicat.

M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière) répond par l'affirmative sur le fait que les 8 000€ à 10 000€ comprend bien l'addition de la contribution d'exploitation Vélib' et la contribution au fonctionnement du Syndicat pour l'option Vélib'.

M. Antoine DUPIN (Meudon) demande si le prix contractuel par station est le même pour les stations existantes et pour la création des nouvelles stations.

M. Rodéric AARSSE (Vallée Sud Grand Paris) souhaite savoir si les stations simples et les stations doubles sont au même prix.

La Présidente répond par l'affirmative.

Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville) s'enquiert d'un délai éventuel après le 30 juin pour passer les commandes.

M. Éric LE LANN (Nanterre) juge le rapport de présentation du marché très succinct. Il s'interroge ensuite sur les moyens humains prévus par le titulaire du marché, et déclare que l'investissement des salariés depuis 10 ans doit se traduire par une décision concrète. Il souhaiterait qu'un point régulier sur le sujet soit effectué à chaque Comité syndical.

M. Yohan RISPAL (Fontenay-sous-Bois) indique qu'il est membre de la commission d'appel d'offres. Il répond que la question des personnels a été un sujet important, évoqué en CAO. A ce jour, le Syndicat ne dispose pas de tous les éléments nécessaires pour apporter des réponses fermes puisqu'au niveau de la procédure nous n'avons pas tous les éléments. Il propose qu'une commission spéciale rassemblant des élus soit créée afin de suivre le sujet des salariés de manière régulière.

M. Christophe BERNIER (Gennevilliers) s'enquiert du lieu de fabrication des vélos et des stations. Il demande ensuite si le bon de commande du 30 juin 2017 doit indiquer la localisation des stations. Enfin, il salue le travail des salariés de JCDecaux et pense que Smoovengo devrait reprendre les salariés qui ont un savoir faire dans le domaine du vélo en libre-service.

Mme Catherine PILON (Montreuil) souhaiterait obtenir des éléments sur la note des deux candidats. Elle demande ensuite si les commandes des communes doivent préciser des chiffres tels que les *overflow* et les stations à totems solaires et à quel moment. Elle s'interroge sur la possibilité d'un décalage au 10 juillet pour remettre les commandes. S'agissant des clauses d'insertion, elle s'enquiert des autres collaborations éventuelles. Elle évoque enfin des précisions sur la question du vandalisme et cite le problème Autolib' et enfin qu'en est-il du STIF pour le convaincre de subventionner Vélib'.

Mme Perrine PRECETTI (Antony) émet une réserve quant au fait de dire que l'implantation de plus nombreuses stations permettrait aux communes de payer moins. Elle demande ensuite quel sera le coût de fonctionnement des stations, s'il y en a.

M. Jean-Paul MARTINERIE (Châtenay-Malabry) juge que le document manque d'un plan à long terme qui évoquerait la rentabilité du système et les coûts risqués dans les années à venir. Il s'avoue ensuite étonné de découvrir certains chiffres publiés dans *Le Parisien*.

Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes) aimerait pouvoir obtenir les annexes évoquées dans le document. Elle évoque ensuite les intéressements aux recettes. Enfin, elle fait part à son tour du sujet du vandalisme.

M. Patrice PATHÉE (Sceaux) intervient sur le reste à charge. Il se demande si un succès commercial du service permettrait une baisse des prix.

Mme Pascale MECKER (Bagneux) s'enquiert de la raison du nombre de stations choisies. Elle aimerait, par ailleurs, que le Syndicat s'engage à suivre la question sociale. Elle demande enfin si la reprise de salariés peut avoir lieu en cas de démission.

Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux) évoque la question des déchets en cas de choix de station électrique.

M. Daniel GUIRAUD (MGP) déclare qu'il donnera une autorisation confiante à la Présidente de signer le marché. Il est persuadé que le nouveau marché Vélib' apportera des améliorations par rapport à l'ancien marché. Il insiste sur l'engagement moral et financier de la MGP au nouveau marché Vélib'.

La Présidente salue l'implication de la Métropole du Grand Paris. Elle répond sur plusieurs questions :

- Elle rappelle que Vélib' n'est pas une DSP mais un marché, ce qui n'implique pas la même prise de risque ;
- S'agissant de l'audit, elle explique que certains éléments ne peuvent pas être dévoilés dans une procédure de marché public. De plus, le référent précontractuel empêche de pouvoir dévoiler toutes les informations. En revanche, elle indique que toute une série de documents sont consultables sur place ;
- Elle ignore pourquoi certaines informations sur la possible grille tarifaire ont fuité dans *Le Parisien* ;
- Elle insiste sur les deux nouveautés importantes : les 30% de VAE et l'*overflow* ;
- Enfin, elle assure que la question sociale fait partie des préoccupations du Syndicat. Dès l'attribution du marché, le Bureau est disposé à rencontrer les représentations syndicales des salariés. Smoovengo est également ouvert sur ce point-là.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) répond sur plusieurs sujets :

- S'agissant du maillage et du périmètre, un travail de réflexion sera effectué sur la façon dont les stations vont être déployées.
- Les anciennes stations vont être remplacées (le forfait comprend l'investissement et le fonctionnement.)
- Les vélos sont montés en France et le cadre est fabriqué en Chine.
- La localisation des stations avec les réseaux sera à déterminer avec les collectivités.
- Les notes des candidats ne peuvent pas être communiquées tant que le référé précontractuel à lieu. Les notes seront communiquées ultérieurement.
- La commande des panneaux solaires se fera en concertation avec les communes.
- La question des travailleurs en insertion s'effectuera en phase de préparation du contrat avec le prestataire.
- Le vandalisme est prévu dans le marché. Les pièces qui relèvent du secret commercial sont confidentielles.
- La région Île-de-France et le STIF ont été sollicités pour le financement.
- L'intéressement du prestataire sera fixé dans le cahier des charges.
- Le nombre de stations commandées s'est basé sur un calcul en fonction du nombre de commandes en décembre 2016. Le forfait prévoit la possibilité de commander des stations hors forfait. Ces stations commandées après juin demeurent au même prix. Néanmoins, cela impliquera sans doute un décalage des travaux.

M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière) ajoute que le tarif usager et les contributions restent à définir avec les communes. Il précise que la contribution calculées en fonction des stations Vélib' n'est pas le paiement d'une station Vélib' mais une participation à l'équilibre du budget annexe.

La Présidente propose que des réunions de travail soient mises en place.

Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes) demande une précision sur l'intéressement.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib' et Vélib') répond qu'elle est précisée dans le PFA. Elle ajoute que plus le prestataire est intéressé aux recettes, plus il y aura de recettes, ce qui viendra en déduction des charges pour les communes.

La Présidente, en l'absence d'autres remarques, soumet la délibération aux voix.

Contre : 4

Abstentions : 4

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** L'acte d'engagement et ses annexes joints à la présente délibération ; **DECIDE** : d'autoriser la Présidente à signer le marché public suivant avec le Groupement Smoovengo comprenant : SMOOVE SAS ; MARFINA ; INDIGO INFRA ; MOBIVIA GROUPE ; La société SMOOVE SAS étant mandataire social pour le Groupement Smoovengo ; **DIT** que les dépenses en résultant seront imputées au budget de la Régie Vélib'.

La Présidente remercie les équipes pour leur travail considérable.
L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 13 heures.

Le Secrétaire de séance

Rodéric Aarsse



Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie

